



Covid-19: le gouvernement turc doit libérer les prisonniers politiques, dont les journalistes

Les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-Journalistes), membres de la Fédération internationale des Journalistes (FIJ), apportent leur soutien à l'appel de seize organisations de défense des droits de l'Homme, professionnelles et syndicales, interpellant le gouvernement turc pour inclure les prisonniers politiques dans la mesure à venir de libération de détenus.

Devant les menaces de la pandémie de Covid-19 en Turquie qui a fait plus de 700 morts à ce jour et suite aux demandes du Comité européen pour la prévention de la torture (Conseil de l'Europe), le gouvernement turc préparerait un amendement pénal permettant la libération de 100 000 des 300 000 détenus.

Les associations signataires ont interpellé Ankara pour qu'elle n'omette pas les prisonniers politiques dans ces mesures : avocats, journalistes, politiques, artistes, juges, procureurs, défenseurs des droits, etc. détenus suite aux mesures prises lors de l'Etat d'urgence (2016-2018).

Les syndicats français de journalistes souhaitent ainsi témoigner de leur solidarité avec nos confrères turcs et kurdes détenus dans les geôles de Turquie, qui reste la plus grande prison au monde de journalistes.

Ils appellent une nouvelle fois le gouvernement français et l'Europe à faire cesser ce déni de démocratie dans ce pays membre du Conseil de l'Europe où la liberté de la presse et la liberté d'expression sont confisquées.

Paris, le 9 avril 2020